

LES RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANT·ES



ESPACES URBAINS

- Augmenter l'information des propriétaires de résidences secondaires de l'impact sur le renchérissement du logement local,
- Constat partagé que l'économie liée au logement saisonnier doit se voir proposer une alternative si diminution de son poids,
- Penser la majoration de la taxe foncière sur les résidences secondaires inoccupées pour inciter à leur location à l'année,
- Créer des bourses au logement afin de faire coïncider l'existant avec les besoins (ex: famille nombreuses échange avec personnes seule),
- Développer les outils de portage financier tels que le Bail Réel Solidaire (BRS),
- Pour les espaces ruraux, privilégier les cheminements doux en cœur de village pour éliminer la voiture du centre ville et revitaliser les centres bourgs,
- Favoriser la mobilisation des lits froids par des agences locales de gestion,
- En zone touristique tendue, conditionner l'ouverture des Unités Touristiques Nouvelles (UTN) à une politique de résorption des lits froids,

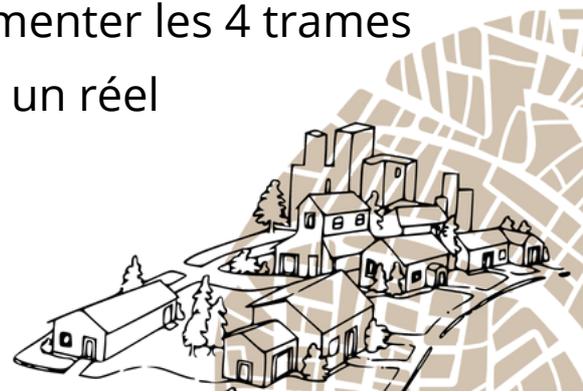


ESPACES AGRICOLES

- Favoriser un développement accru des Périmètres de Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains (ex: PAEN) sur la base d'ateliers citoyens pour élargir leur pertinence,
- Sanctuarisation des terres nourricières dans les territoires fortement urbanisés,
- Classification unique des terres agricoles en dépit du couvert ou des usages afin de mettre l'ensemble des pratiques sur un pied d'égalité,
- Densifier les zones d'activités économiques des territoires ruraux par l'implantation d'activités de transformation alimentaire ou de circuits courts,

ESPACES NATURELS

- Les besoins de la nature étant différents des découpages administratifs et réglementaires, il faut intégrer obligatoirement des échanges entre PLU (non couverts pas un SCoT),
- Désimperméabilisation complète des parcs publics,
- Mobilisation des espaces verts privés avec un sensibilisation des propriétaires,
- Lever l'image normée de la ville contre la nature dans sa constitution, organisation, fonctionnement par la sensibilisation, formation, réflexion des élus et des citoyens.
- Dans les documents de planification, réglementer les 4 trames brunes, noires, vertes et bleues afin d'avoir un réel projet de *trame écologique*,



- Développement des Obligations Réelles Environnementales (ORE),
- Sanctuarisation des zones humides pour leur effet levier sur la captation de CO₂,
- Intégrer une cartographie de la pollution lumineuse pour préserver les espèces nocturnes #Tramemoire,
- Mettre en place un coefficient de biotope minimale à la parcelle en fonction de densité de population,

EAU &
MILIEUX
AQUATIQUES

- Favoriser une tarification plus élevée de l'eau pour inciter à une baisse de la consommation,
- Identifier des zones de captages et des zones prioritaires à épargner de l'artificialisation,
- Préserver les ouvrages hydriques et aquatiques existants,
- Elargir les zones de non traitement autour des cours d'eau,
- Mobiliser les territoires pour la reconnaissance de l'ensemble des cours d'eau soumis à la réglementation sur les zones de non traitement,
- Connaitre et faire connaitre les itinéraires de ruissèlement,

CONCERTATION
PUBLIQUE

- Critique importante des consultations publiques, les différents avis n'étant pas consultable en ligne,
- Les pouvoirs publics n'intègrent pas l'importance de la consultation publique dans la construction de leurs politiques,
- Envisager la création d'un principe du 1% culture, sur 1% connaissance pour permettre la mobilisation d'experts indépendants dans ces domaines de l'enquête publique,

